Déclaration finale

Nous, producteurs de cacao, représentés dans des coopératives, Réseau Ivoirien de Commerce Equitable (RICE), Association des Présidents du Coopératives de Café et Cacao (ASPCACC), nous engageons à produire durablement, à stopper le travail des enfants et à éviter la déforestation. Notre mission est d'améliorer les moyens de subsistance de nos familles et de contribuer à la prospérité des communautés. Cela est absolument nécessaire, car de nombreuses études montrent qu'une grande majorité de producteurs de cacao ne peuvent toujours pas se permettre un niveau de vie décent. Nos revenus sont insuffisants pour bien nourrir nos familles, vivre dans un logement décent, envoyer nos enfants à l'école ou accéder à des soins de santé adéquats. Et ceci sans parler d'avoir des économies à réinvestir dans nos fermes pour améliorer la productivité ou diversifier les cultures.

Nous considérons qu'il est de notre responsabilité de mettre en œuvre de bonnes pratiques agricoles et d'améliorer la productivité, la qualité et la résilience de nos exploitations, produisant du cacao et d'autres cultures. Cependant, cela n'est possible que si nous avons accès à des intrants et à une assistance technique adéquats, à un financement abordable et à des marchés stables et fiables. Nous appelons l'industrie et les décideurs politiques à mettre en œuvre un environnement propice qui nous permette d'être des fournisseurs efficaces de cacao durable de haute qualité, tout en gagnant un revenu décent pour nos familles.

Un appel à l'industrie :

- Pour investir dans nos exploitations et produire durablement et afin d'être des coopératives efficaces et professionnelles qui répondent aux besoins de nos membres, nous avons besoin de partenariats commerciaux stables avec des accords d'approvisionnement à long terme. Les pratiques d'achat favorisant le revenu décent doivent être intégrées dans toute conduite responsable des entreprises: nous devons être en mesure de vendre nos produits à un prix qui couvre les coûts d'une production durable et nous permette d'avoir un niveau de vie décent.
- Des engagements d'approvisionnement à long terme à des prix durables sont nécessaires pour planifier notre activité. Ainsi, les coopératives peuvent jouer un rôle clé dans la gestion de l'offre.
- Nous avons besoin que l'industrie partage les risques d'investir dans la productivité et la diversification agricoles face au changement climatique.

Un appel aux initiatives sectorielles multi-acteurs :

- Nous saluons les initiatives nationales pour un cacao durable (ISCOs) en Allemagne, en Belgique, en Suisse, aux Pays-Bas et en France, et l'inclusion d'objectifs de revenu décent dans ces engagements sectoriels. Cependant, il serait important d'inclure plus fortement la voix des producteurs dans ces discussions, afin de s'assurer que nos besoins sont bien pris en compte y compris dans les futures actions de ces ISCOs. A cette fin nous avons plusieurs suggestions :
  - Créer davantage d'espaces de concertation entre les différents signataires d'un côté et les producteurs de l'autre pour s'assurer qu'il y ait une communication optimale.
  - S'assurer que les préoccupations des producteurs soient pleinement prises en compte et qu'il y ait une véritable co-création de projets et de programmes.
- Nous souhaitons qu'un environnement favorable soit créé au sein de ces ISCOs avec les autorités antitrust, pour stimuler des pratiques d'approvisionnement responsables avec des prix durables pour les producteurs. C'est dans cette même optique que nous suggérons aux ISCO de différencier les primes de développement qui permettent de réellement progresser vers un revenu décent et les autres.

Co-funded by the European Union
FAIRTRADE
Association des Présidents de conseil d'Administration Café-Cacao
RICE

Un appel aux décideurs politiques des pays consommateurs:

- Nous considérons la législation comme la voie la plus importante pour réaliser une amélioration des revenus à grande échelle. Des mesures politiques cohérentes doivent être élaborées dans les pays producteurs et consommateurs de cacao pour consacrer et promouvoir le revenu décent en tant que droit humain, afin d'assurer un impact durable et profond. Il est donc essentiel que les décideurs incluent le revenu décent et les pratiques d'achat responsables comme partie intégrante des politiques sur la conduite responsable des entreprises pour parvenir à la durabilité dans le secteur du cacao.
- Nous recommandons d'inclure des pratiques d'achat responsables et permettant un revenu décent dans les lois et politiques relatives au devoir de vigilance sur les droits humains et l'environnement (HREDD) et, en particulier, nous espérons voir le revenu décent référencé dans la directive européenne sur la durabilité des entreprises et la diligence raisonnable. Ici, il est essentiel de s'assurer que la législation n'aura pas de conséquences négatives inattendues pour les agriculteurs les plus vulnérables en raison des stratégies de mise en conformité des entreprises.
- À cet égard, nous saluons la Déclaration sur un revenu décent et un salaire décent, signée par l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique, et encourageons d'autres pays à y adhérer.
- Nous souhaitons que les exemptions aux politiques de concurrence, telles que les accords de durabilité, soient facilitées, pour permettre aux petits exploitants agricoles d'atteindre un revenu décent.
- Il est également essentiel d'adopter des lois interdisant l'achat de produits en dessous des coûts de production durable dans le cadre de la législation en matière de pratiques commerciales déloyales. L'inclusion du revenu décent dans le calcul de ce qui constitue le coût de la production durable est essentielle.
- Toutes les mesures prises dans ce domaine doivent tenir compte des besoins des femmes et des jeunes. Cela inclut, par exemple, les politiques soutenant la participation économique des femmes et des jeunes, leur accès à la terre, aux crédits et aux opportunités de formation.
- En complément de la législation, nous appelons les gouvernements à investir de manière adéquate dans transformation agricole et rurale, telles que les pratiques agricoles durables et les nouvelles technologies. Les bailleurs de fonds doivent également soutenir financièrement les projets de revenu décent existants et partager les enseignements pour la mise à l'échelle.

Un appel aux gouvernements des pays producteurs :

- Nous apprécions l'initiative conjointe des gouvernements ivoirien et ghanéen de mettre en œuvre le différentiel de revenu décent en tant que mécanisme pour améliorer les prix à la production du cacao. Cependant, les prix à la ferme n'ont pas suivi la forte inflation des coûts de production et le coût de la vie et les prix à la ferme actuels ne suffisent tout simplement pas à couvrir nos coûts. Nous attendons de nos gouvernements des stratégies encore plus audacieuses afin d'assurer des prix durables pour notre cacao. De plus, nous souhaitons une plus grande transparence des mécanismes de tarification en place.
- Alors que nos plantations de cacao sont strictement surveillées pour la déforestation, nous constatons quotidiennement comment les lois nationales contre la déforestation sont violées par l'exploitation minière illégale et d'autres entreprises, entraînant des catastrophes environnementales qui ont un impact sur la production de cacao. Nous appelons donc à l'application des lois en vigueur par nos gouvernements.

Co-funded by the European Union
FAIRTRADE
Association des Présidents de conseil d'Administration Café-Cacao
RICE

Sommet des Cacaoculteurs sur le Revenu Décent

Abidjan, May 11th 2023

Signataires :

Association des Présidents de Conseil d'Administration Café-Cacao

Cooperative des Agriculteurs Kignon de Grand Bereby CAKIB

Societe Cooperative Simplifiee Canaan de Gabiadji CANAAN

Coopérative Agricole NZrama de NDouci CANN

Cooperative Agricole Unite de Divo CAUD

Cooperative Espoir Agnikro d'Abengourou CEAA

Coopérative Bassadougou de Dies COOBADI

Cooperative Agricole Pig COOPAPIG

Coopérative Agricole des Producteurs de Zaranou COOPAZA

Société Coopérative Simplifiée Agricole M'Bloussouè ECAM Yamoussoukro

FANTEAKWA Union

Société Coopérative Simplifiée Agricole de Gbandegoh de Gbangbégouiné CAGG

Société Coopérative Agricole de Kames 2 SCOOPAKAM

Societe Cooperative avec Conseil d'Administration de Koun-Fao COOP-CA KF

Co-funded by the European Union

FAIRTRADE

Association des Présidents de conseil d'Administration Café-Cacao